



Le Quotidien

Statistique Canada

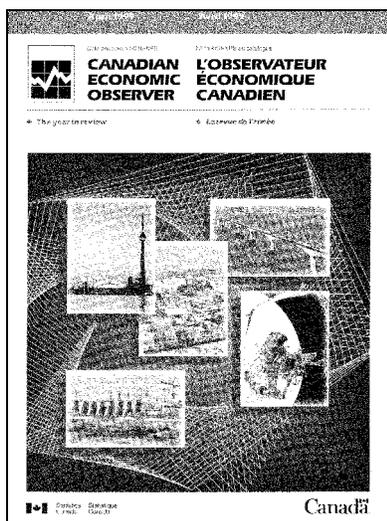
Le jeudi 22 avril 1999

Pour être diffusé à 8 h 30

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

- **Commerce de détail, février 1999** 3
En février, les consommateurs ont réduit leurs achats dans les magasins après les avoir augmentés de façon considérable en janvier. Les ventes au détail ont enregistré un recul de 0,4 % en février, à la suite d'une augmentation de 2,0 % en janvier.
- **Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières, février 1999** 7
En février, les investisseurs canadiens ont poursuivi leur incursion sur les marchés étrangers, quoique leurs achats aient été moins importants. Par ailleurs, la situation n'a guère évolué du côté des achats de titres canadiens par des étrangers, les achats modérés d'instruments du marché monétaire canadien par des étrangers étant compensés par les ventes d'obligations canadiennes.

(suite à la prochaine page)



L'Observateur économique canadien

Avril 1999

Le numéro d'avril de la publication vedette de Statistique Canada portant sur les statistiques économiques, *L'Observateur économique canadien*, analyse les conditions économiques actuelles, comprend un sommaire des principaux événements économiques du mois de mars et présente une étude spéciale sur la performance de l'économie de l'an dernier. Un aperçu statistique séparé fournit également une gamme étendue de tableaux et de graphiques contenant les principales séries chronologiques de l'économie du Canada, des provinces et des grands pays industrialisés.

Le numéro d'avril 1999 de *L'Observateur économique canadien* (11-010-XPB, 23 \$ / 227 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*. Pour plus de renseignements, communiquez avec Roberta Brancati au (613) 951-1640 (oe@statcan.ca), Groupe de l'analyse de conjoncture.



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

AUTRES COMMUNIQUÉS

Femmes détenues, détenus autochtones et détenus condamnés à perpétuité, octobre 1996	10
Acier en formes primaires, semaine se terminant le 17 avril 1999	10
Contreplaqués de construction, février 1999	11
Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois, février 1999	11
Statistiques sur l'activité aéroportuaire, premier trimestre de 1998	11
Services scientifiques et techniques, 1996	11
Dépenses et recettes des conseils scolaires, 1996	11

NOUVELLES PARUTIONS

13

PRINCIPAUX COMMUNIQUÉS

Commerce de détail

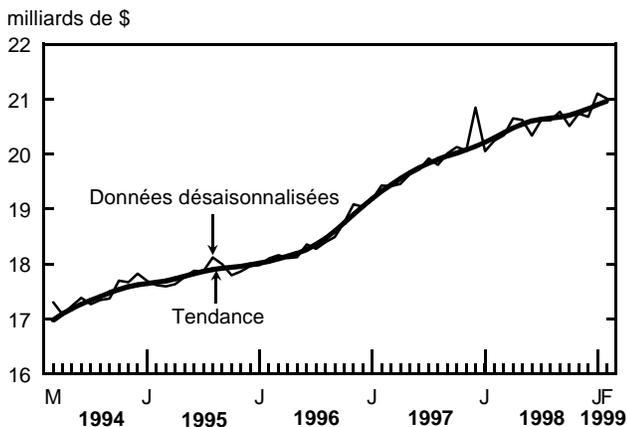
Février 1999

En février, les consommateurs ont réduit leurs achats dans les magasins après les avoir augmentés de façon considérable en janvier. Les ventes au détail ont enregistré un recul de 0,4 % en février, à la suite d'une augmentation de 2,0 % en janvier. Les ventes totales dans les magasins de détail se sont établies à 21,0 milliards de dollars en février. Les ventes au détail étaient supérieures de 3,8 % en février par rapport au même mois de 1998.

Dans l'ensemble, les ventes au détail ont repris depuis l'automne de 1998. Depuis octobre 1998, elles ont augmenté de 2,4 %. Avant la période de stagnation du printemps et de l'été de 1998, les ventes au détail avaient généralement augmenté, et ce, depuis le début de 1996.

Les magasins de marchandises diverses (-2,6 %) et les magasins de vente au détail appartenant à la catégorie «autres» (-1,7 %) ont enregistré les plus fortes diminutions des ventes en février. Les ventes étaient en hausse de 0,6 % dans les magasins de vêtements et les pharmacies. Les magasins d'alimentation (-0,3 %), les magasins de meubles (-0,1 %) et les détaillants dans le secteur de l'automobile (+0,2 %) ont tous enregistré de faibles variations de leurs ventes par rapport au mois précédent.

Les ventes au détail sont en baisse en février à la suite de la forte hausse de janvier



Note aux lecteurs

Les estimations des ventes au détail sont révisées chaque année en février. Les estimations mensuelles non désaisonnalisées en dollars courants et constants de 1996, 1997, 1998 et janvier 1999 ont été révisées. Les estimations des facteurs saisonniers et les estimations désaisonnalisées en dollars courants et constants ont aussi été révisées pour la période allant de janvier 1996 à janvier 1999. Ces révisions peuvent maintenant être obtenues dans CANSIM ou, sur demande, auprès de la Division de la statistique du commerce. Les estimations révisées de 1998 figureront aussi dans le numéro de février 1999 du Commerce de détail (63-005-XPB).

Diminution des ventes des magasins de marchandises diverses

En février, les consommateurs ont réduit leurs dépenses dans les magasins de marchandises diverses après deux mois de fortes augmentations en janvier 1999 (+5,2 %) et en décembre 1998 (+1,2 %). Les ventes étaient en baisse dans les grands magasins (-2,8 %) et dans les autres magasins de marchandises diverses (-2,3 %). Avant décembre, les ventes des magasins de marchandises diverses sont demeurées pratiquement stables pendant la plus grande partie de 1998. Auparavant, les détaillants de marchandises diverses avaient profité de plus de deux années d'augmentation de leurs ventes.

La diminution des ventes en février des magasins de vente au détail appartenant à la catégorie «autres» survient après une forte progression en janvier. La baisse s'est concentrée dans les magasins des catégories «autres biens durables» (-3,0 %) et «autres biens semi-durables» (-2,9 %). Ces deux types de magasins englobent un grand éventail de marchands (articles de sport, quincaillerie, musique, librairies, bijouteries, etc.). La diminution des ventes dans le secteur des magasins de la catégorie «autres» est principalement attribuable à la chute des ventes des magasins d'articles de sport, de musique et des librairies. Dans l'ensemble, les ventes des magasins de détail appartenant à la catégorie «autres» ont été en hausse au cours des deux dernières années.

Deuxième hausse consécutive des ventes des magasins de vêtements et des pharmacies

En février, les consommateurs ont dépensé davantage pour un deuxième mois d'affilée dans les magasins de vêtements et les pharmacies.

L'augmentation de 0,6 % des ventes, tant pour les magasins de vêtements que pour les pharmacies, fait suite à des augmentations de 1,7 % et de 3,0 % respectivement en janvier. Malgré la hausse des ventes au cours des deux derniers mois, les ventes au détail dans les magasins de vêtements sont demeurées ternes depuis le printemps de 1998, après plus de deux années d'augmentations générales. Avant janvier, les ventes dans les pharmacies avaient été de façon générale en baisse, et ce depuis le printemps de 1998, après avoir enregistré une année de fortes hausses.

Le secteur de l'automobile de retour en force

En février, l'augmentation des ventes des concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs (+1,3 %) a entraîné à la hausse les ventes totales du secteur de l'automobile (+0,2 %) pour un quatrième mois consécutif. La progression du secteur de l'automobile au cours des quatre derniers mois est principalement attribuable aux augmentations enregistrées chez les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs, dont les ventes ont augmenté de 6,8 % depuis octobre 1998. Le secteur de l'automobile a affiché une augmentation de ses ventes au cours des derniers mois après une période de stagnation qui a duré pendant la plus grande partie de 1998. Avant 1998, les ventes du secteur de l'automobile avaient augmenté rapidement du milieu de 1996 jusqu'au début de 1997 et avaient progressé très lentement pendant le reste de l'année 1997.

En février, les ventes des magasins d'alimentation ont enregistré un recul de 0,3 %. Malgré une diminution des ventes (-0,4 %) des supermarchés et des épiceries, les ventes des autres magasins d'alimentation ont augmenté de 1,0 %. Les ventes du secteur de l'alimentation demeurent stagnantes depuis le printemps de 1998, après deux années d'augmentations générales.

En ce qui concerne les magasins de meubles, les ventes sont demeurées pratiquement les mêmes en février (-0,1 %) par rapport à janvier, après quatre augmentations mensuelles consécutives. Les détaillants du secteur de l'ameublement enregistrent une augmentation de leurs ventes depuis le printemps de 1996.

Faiblesse des ventes dans l'ensemble des provinces

Toutes les provinces ont affiché une diminution des ventes au détail en février, à l'exception d'une

faible augmentation de 0,2 % au Nouveau-Brunswick et de ventes inchangées en Ontario. Les détaillants de la Saskatchewan (-2,2 %), de l'Île-du-Prince-Édouard (-1,9 %) et de la Colombie-Britannique (-1,5 %) ont enregistré les plus fortes diminutions. En Colombie-Britannique, la baisse des ventes au détail a frappé l'ensemble des secteurs. Pour ce qui est de la Saskatchewan et de l'Île-du-Prince-Édouard, des ventes moins importantes dans le secteur de l'automobile étaient la principale raison de la faiblesse des ventes au détail.

Dans les provinces de l'Atlantique, les ventes au détail ont repris au cours des derniers mois, à la suite d'une pause qui a duré pendant la majeure partie de 1998. Avant 1998, les détaillants des provinces de l'Atlantique avaient enregistré une augmentation de leurs ventes, et ce, depuis le printemps de 1995. Pour ce qui est des détaillants du Québec, ils ont également enregistré une augmentation de leurs ventes depuis le printemps de 1995, à l'exception d'une pause au cours de l'été de 1997.

Bien que les ventes aient ralenti dans la plupart des provinces en 1998, les détaillants de l'Ontario ont continué de signaler une augmentation de leurs ventes. En fait, les ventes au détail en Ontario ont été généralement en hausse depuis le milieu de 1996. Dans les provinces des Prairies, les ventes ont généralement été calmes depuis la fin de 1997, après une période d'augmentation qui remontait au début de 1996. La diminution des ventes au détail en février en Colombie-Britannique fait suite à trois mois consécutifs de croissance. Avant ces hausses, les détaillants de la Colombie-Britannique avaient de façon générale affiché une diminution de leurs ventes, et ce, à partir de l'automne de 1997.

Indicateurs connexes

L'emploi a affiché un léger recul de 0,2 % en mars, après une hausse minime en février. La diminution de l'emploi est entièrement attribuable aux pertes d'emplois à temps partiel. La diminution observée en mars fait suite à huit augmentations mensuelles consécutives. Des sources du secteur de l'automobile ont indiqué une hausse du nombre de véhicules neufs vendus en mars. Le nombre de mises en chantier de logements a progressé pour un deuxième mois d'affilée en mars (+2,7 %).

Données stockées dans CANSIM: matrices 2299, 2398 à 2417 et 2420.

Le numéro de février 1999 de la publication *Commerce de détail* (63-005-XPB, 21 \$ / 206 \$)

paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements, communiquez avec la Sous-section du service à la clientèle au (613) 951-3549 ou en composant sans frais le 1 877 421-3067 (*detaillantsinfo@statcan.ca*). Pour

des renseignements analytiques ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Paul Gratton au (613) 951-3541 (*gratpau@statcan.ca*), Section du commerce de détail, Division de la statistique du commerce.

Ventes au détail

	Févr. 1998	Nov. 1998 ^r	Déc. 1998 ^r	Janv. 1999 ^r	Févr. 1999 ^p	Janv. à févr. 1999	Févr. à févr. 1998
données désaisonnalisées							
	millions de \$				var. en %		
Aliments	4 744	4 846	4 815	4 851	4 837	-0,3	2,0
Supermarchés d'alimentation et épiceries	4 383	4 489	4 456	4 492	4 475	-0,4	2,1
Tous les autres magasins d'alimentation	361	357	359	359	362	1,0	0,3
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	1 068	1 080	1 070	1 102	1 109	0,6	3,8
Vêtements	1 167	1 182	1 148	1 168	1 175	0,6	0,7
Magasins de chaussures	145	134	139	139	135	-2,4	-6,6
Magasins de vêtements pour hommes	134	133	129	126	129	2,0	-3,7
Magasins de vêtements pour dames	372	373	362	375	374	-0,2	0,5
Autres magasins de vêtements	516	542	518	528	537	1,6	4,0
Meubles	1 012	1 086	1 089	1 096	1 095	-0,1	8,2
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	813	867	882	891	890	-0,1	9,5
Magasins d'accessoires d'ameublement	199	219	207	205	205	0,0	2,9
Véhicules automobiles	7 717	7 921	7 949	8 060	8 073	0,2	4,6
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	5 221	5 430	5 454	5 532	5 606	1,3	7,4
Stations-service	1 333	1 273	1 271	1 278	1 271	-0,5	-4,7
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	1 163	1 218	1 224	1 250	1 197	-4,2	2,9
Magasins de marchandises diverses	2 328	2 341	2 369	2 491	2 427	-2,6	4,3
Magasins de détail non classés ailleurs	2 206	2 279	2 240	2 331	2 292	-1,7	3,9
Autres magasins de produits semi-durables	681	712	687	706	685	-2,9	0,6
Autres magasins de produits durables	572	571	567	616	598	-3,0	4,6
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	953	996	986	1 009	1 009	0,0	5,8
Total, ventes au détail	20 243	20 735	20 680	21 099	21 008	-0,4	3,8
Total excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	15 022	15 305	15 226	15 567	15 402	-1,1	2,5
Provinces et territoires							
Terre-Neuve	321	334	322	333	332	-0,2	3,5
Île-du-Prince-Édouard	87	86	86	89	87	-1,9	0,3
Nouvelle-Écosse	637	646	650	655	653	-0,3	2,5
Nouveau-Brunswick	478	496	493	508	509	0,2	6,5
Québec	4 882	4 834	4 816	4 961	4 951	-0,2	1,4
Ontario	7 404	7 836	7 768	7 945	7 944	0,0	7,3
Manitoba	705	735	737	751	747	-0,5	6,0
Saskatchewan	624	627	629	635	621	-2,2	-0,5
Alberta	2 296	2 347	2 357	2 375	2 359	-0,7	2,7
Colombie-Britannique	2 743	2 725	2 752	2 777	2 735	-1,5	-0,3
Yukon	25	26	26	26	28	6,4	10,2
Territoires du Nord-Ouest	43	43	44	45	44	-3,8	2,1

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Ventes au détail

	Févr. 1998	Janv. 1999 ^r	Févr. 1999 ^p	Févr. 1998 à févr. 1999
données non désaisonnalisées				
	millions de \$			var. en %
Aliments	4 207	4 801	4 279	1,7
Supermarchés d'alimentation et épiceries	3 891	4 479	3 962	1,8
Tous les autres magasins d'alimentation	317	322	317	0,3
Pharmacies et magasins de médicaments brevetés	976	1 063	1 016	4,0
Vêtements	756	869	765	1,2
Magasins de chaussures	86	108	81	-6,0
Magasins de vêtements pour hommes	83	99	80	-3,7
Magasins de vêtements pour dames	249	274	252	1,2
Autres magasins de vêtements	338	387	353	4,3
Meubles	786	902	850	8,2
Magasins de meubles et d'appareils ménagers	631	744	691	9,4
Magasins d'accessoires d'ameublement	155	158	160	3,2
Véhicules automobiles	6 259	6 419	6 533	4,4
Concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	4 226	4 193	4 533	7,3
Stations-service	1 158	1 184	1 102	-4,9
Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles et services	875	1 043	898	2,7
Magasins de marchandises diverses	1 651	1 816	1 734	5,0
Magasins de détail non classés ailleurs	1 607	1 791	1 677	4,3
Autres magasins de produits semi-durables	479	513	482	0,7
Autres magasins de produits durables	399	478	421	5,5
Autres magasins de vente au détail non classés ailleurs	730	800	775	6,1
Total, ventes au détail	16 242	17 661	16 854	3,8
Total excluant les concessionnaires de véhicules automobiles et récréatifs	12 016	13 468	12 321	2,5
Provinces et territoires				
Terre-Neuve	246	263	255	3,5
Île-du-Prince-Édouard	64	69	65	0,2
Nouvelle-Écosse	504	538	517	2,6
Nouveau-Brunswick	372	403	397	6,5
Québec	3 841	4 072	3 897	1,5
Ontario	5 965	6 646	6 402	7,3
Manitoba	567	635	600	5,8
Saskatchewan	502	551	499	-0,6
Alberta	1 842	2 015	1 894	2,8
Colombie-Britannique	2 283	2 411	2 271	-0,5
Yukon	19	20	21	10,1
Territoires du Nord-Ouest	36	39	37	1,9

^r Données révisées.

^p Données provisoires.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

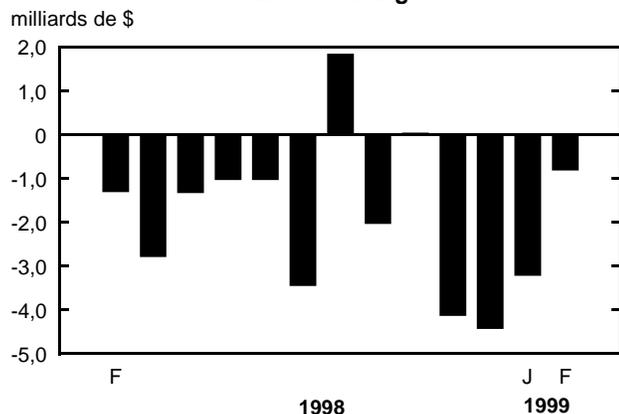
Février 1999

En février, les investisseurs canadiens ont poursuivi leur incursion sur les marchés étrangers, quoique leurs achats aient été moins importants. Par ailleurs, la situation n'a guère évolué en ce qui concerne les achats de titres canadiens par des étrangers, les achats modérés d'instruments du marché monétaire canadien par des étrangers étant compensés par les ventes d'obligations canadiennes.

Les Canadiens continuent d'acquérir des actions étrangères

En février, les résidents du Canada, qui avaient accru de 5,9 milliards de dollars leur portefeuille d'actions étrangères au cours des trois mois précédents, ont continué d'augmenter ce portefeuille en y injectant un autre 1,6 milliard de dollars. Les actions américaines ont représenté les deux tiers des achats de février; on a donc assisté à un retour à la tendance générale de 1998, après trois mois où les actions d'outre-mer ont constitué un peu plus de la moitié de la valeur des placements. À la fin de février, le cours des actions américaines (mesuré selon l'indice Standard et Poor's 500) était inférieur de 3,2 % au niveau enregistré à la fin de janvier; il s'agissait du premier déclin après cinq mois de gains significatifs.

Investissements canadiens en valeurs mobilières* étrangères



* Incluent obligations et actions.

Après avoir fait des achats (constitués surtout de bons du Trésor américains) totalisant plus de

Renseignements complémentaires concernant les marchés financiers

Taux d'intérêt

En février 1999, le différentiel des instruments du gouvernement à court terme est demeuré inchangé (environ 30 points de base), continuant de favoriser les placements au Canada. Dans le cas des instruments du gouvernement à long terme, le différentiel, qui favorisait les placements au Canada depuis août 1998, est devenu légèrement en faveur des États-Unis en février.

Cours des actions

Après avoir vu depuis septembre 1998 le cours des actions grimper pendant cinq mois consécutifs, le Canada et les États-Unis ont tous deux été témoins d'une baisse en février. Dans la foulée de la hausse de 22 % observée au cours des cinq mois précédents, le cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice TSE 300) a glissé de 6,2 %. Le cours des actions américaines (mesuré selon l'indice Standard et Poor's 500) a légèrement fléchi (-3,2 %) après s'être accru de façon marquée (+30 %) au cours de la même période de cinq mois.

Dollar canadien

En février, le dollar canadien a poursuivi sa remontée après avoir touché en août 1998 un creux inégalé par rapport à la devise américaine. Le dollar canadien a clôturé à 66,32 cents US en février, son plus haut niveau depuis juin 1998.

huit milliards de dollars depuis septembre 1998, les résidents du Canada ont écoulé une part minime (0,8 milliard de dollars) de leur portefeuille en février.

Les investisseurs étrangers achètent des instruments du marché monétaire canadien, mais vendent des obligations et des actions

Après avoir sensiblement réduit leurs avoirs sous forme d'instruments du marché monétaire canadien en janvier (4,4 milliards de dollars), les investisseurs étrangers sont revenus en février sur nos marchés où ils ont fait de faibles achats totalisant 0,8 milliard de dollars. L'écoulement massif de bons du Trésor du gouvernement du Canada par les étrangers en janvier (3,3 milliards de dollars), lequel a été suivi d'un mouvement d'acquisition en février (1,6 milliard de dollars), est à la base de ce revirement de tendance en matière de placements.

Les achats de bons du Trésor de février ont été compensés en partie par les ventes d'effets de sociétés privées par les investisseurs étrangers (0,9 milliard de dollars). En février, la majeure partie des placements ont été le fait des investisseurs américains; en janvier, la répartition du désinvestissement massif était vaste du point de vue géographique. En ce qui concerne les

instruments à court terme, le différentiel, qui favorise les placements au Canada, est demeuré inchangé en février (30 points de base).

Après avoir fait une ponction de 1,3 milliard de dollars dans leur portefeuille d'obligations canadiennes en janvier, les étrangers ont poursuivi sur leur lancée en février en se départissant d'obligations d'une valeur de 0,8 milliard de dollars. En février, on a noté un net regain d'activité du côté des nouvelles émissions d'obligations canadiennes sur les marchés étrangers, où la valeur des émissions, qui avait touché un niveau anormalement bas (1,4 milliard de dollars) en janvier, est passée à 4,1 milliards de dollars. Cependant, les étrangers ont accru leurs retraits tout aussi massivement en février (totalisant 5,0 milliards de dollars comparativement à 2,5 milliards de dollars en janvier).

En février, les nouvelles émissions d'obligations de sociétés ont représenté les deux tiers des nouvelles émissions, tandis que la majeure partie des retraits était constituée d'un billet de deux milliards de dollars (US) émis aux fins des réserves officielles. Le différentiel pour les instruments du gouvernement à long terme, qui favorisait les placements au Canada depuis août 1998, est devenu légèrement en faveur des placements aux États-Unis en février.

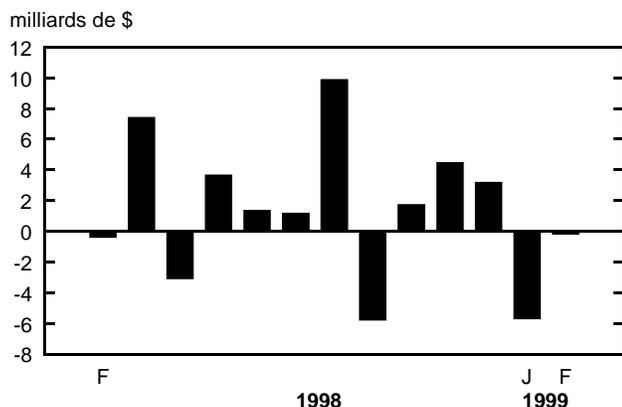
En février, le montant net des achats transfrontaliers d'actions canadiennes a été modeste pour un troisième mois consécutif. En février, le cours des actions canadiennes (mesuré selon l'indice composé TSE 300) a chuté de 6,2 %, le premier recul en six mois. Entre août 1998 et janvier 1999, on a enregistré une hausse marquée (+22 %).

Données stockées dans CANSIM: matrices 2328 à 2330, 2378 à 2380 et 4195.

Le numéro de février 1999 de la publication *Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières* (67-002-XPB, 18 \$ / 176 \$) paraîtra en mai. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Robert Théberge au (613) 951-1860, Division de la balance des paiements et des flux financiers. □

Investissements étrangers en valeurs mobilières* canadiennes



* Incluent obligations, actions et effets du marché monétaire.

Opérations internationales du Canada en valeurs mobilières

	Nov. 1998	Déc. 1998	Janv. 1999	Févr. 1999	Janv. à févr. 1998	Janv. à févr. 1999
millions de \$						
Total des investissements étrangers en valeurs mobilière canadiennes	4 423	3 130	-5 659	-155	488	-5 814
Obligations (nettes)	-1 002	2 243	-1 341	-794	567	-2 134
missions en circulation	-2 700	3 077	-383	221	-3 809	-163
Nouvelles émissions	7 278	2 594	1 418	4 061	8 303	5 479
Remboursements	-6 341	-2 742	-2 498	-5 015	-4 227	-7 514
Changement aux intérêts à payer ¹	761	-687	123	-59	301	63
Effets du marché (nettes)	1 318	886	-4 407	803	-857	-3 603
Gouvernement du Canada	304	286	-3 297	1 626	-1 549	-1 671
Autres effets du marché monétaire	1 014	600	-1 109	-823	691	-1 932
Actions (nettes)	4 107	1	89	-164	779	-76
Émissions en circulation (nettes)	598	-253	77	-458	702	-381
Nouvelles émissions (nettes)	3 508	254	12	293	77	305
Total des investissements canadiens en valeurs mobilières étrangères	-4 113	-4 406	-3 192	-793	-3 696	-3 986
Obligations (nettes)	-2 433	-1 492	-1 868	799	-1 979	-1 069
Actions (nettes)	-1 679	-2 913	-1 324	-1 592	-1 717	-2 917

¹ Les intérêts courus moins les intérêts payés.

Note: Un signe négatif (-) indique une sortie de capitaux du Canada, par exemple un retrait de l'investissement étranger au Canada ou encore une augmentation de l'investissement canadien à l'étranger.

AUTRES COMMUNIQUÉS

Femmes détenues, détenus autochtones et détenus condamnés à perpétuité

Octobre 1996

La troisième publication d'une série fournissant un portrait statistique des détenus dans les établissements correctionnels pour adultes fédéraux, provinciaux et territoriaux au Canada paraît aujourd'hui.

Le Centre canadien de la statistique juridique, en collaboration avec les autorités des services correctionnels fédéraux et provinciaux/territoriaux, a recensé les détenus adultes inscrits au registre dans tous les établissements correctionnels pour adultes à minuit le 5 octobre 1996. Les données ont été extraites de dossiers administratifs. Les premières données de ce recensement ont été diffusées dans la publication *Juristat*, parue le 4 juin 1998. Des renseignements détaillés ont également été fournis dans un rapport détaillé de 480 pages paru le 17 mars 1999.

Le présent *Juristat* dresse le profil de trois populations de détenus: les femmes, les Autochtones et les condamnés à perpétuité.

Même si l'ensemble de la population du Canada se composait d'un nombre presque égal d'hommes et de femmes, les femmes représentaient 5 % des détenus dans les établissements correctionnels le 5 octobre 1996. Les femmes détenues avaient tendance à être au début de la trentaine, à être célibataires, à avoir complété une 9^e année ou moins et à être sans emploi au moment de l'admission. Elles étaient considérées comme posant un risque de récidive moins élevé que les hommes.

Les Autochtones étaient surreprésentés dans le système carcéral. Même s'ils composaient seulement 2 % de la population adulte générale, ils formaient 17 % de la population carcérale. Ils étaient, en moyenne, plus jeunes que les détenus non autochtones, avaient moins d'instruction et étaient plus susceptibles d'avoir été sans emploi. Ils étaient aussi considérés comme présentant un risque de récidive plus grave, et ils avaient des besoins plus élevés que les détenus non autochtones. En effet, ils faisaient face à des problèmes nécessitant une intervention, comme des problèmes personnels et affectifs, des problèmes dans leurs relations matrimoniales et familiales, des problèmes d'attitude et des problèmes de fonctionnement dans la collectivité.

Les données ont également révélé qu'à minuit le 5 octobre 1996, les condamnés à perpétuité représentaient près du cinquième (18 %) des quelque 13 900 détenus incarcérés dans les prisons

fédérales. Une personne peut être condamnée à l'emprisonnement à perpétuité si elle a été reconnue coupable d'infractions comme un meurtre au premier ou au second degré. Pour être admissible à la libération conditionnelle, un condamné à perpétuité doit avoir purgé au minimum de 10 à 25 ans de sa peine.

Les détenus qui purgent des peines à perpétuité avaient tendance à être plus âgés et moins instruits que les autres détenus dans la population carcérale. Le jour de l'instantané, leur âge médian était de 39 ans comparativement à 33 pour les autres détenus. Plus de la moitié (56 %) des condamnés à perpétuité avaient complété une 9^e année ou moins, comparativement à 44 % des autres détenus.

La majorité (84 %) des détenus purgeant des peines à perpétuité étaient considérés comme posant un risque élevé de récidive, une proportion beaucoup plus forte que la proportion de 53 % chez les autres détenus. Enfin, les condamnés à perpétuité avaient des besoins plus élevés que les autres.

La publication *Juristat - Femmes détenues, détenus autochtones, et détenus condamnés à perpétuité: un profil instantané d'une journée*, vol. 19, n^o 5 (85-002-XPF, 10 \$ / 93 \$; 85-002-XIF, 8 \$ / 70 \$) est maintenant en vente.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes ou la qualité des données, ou encore pour commander un exemplaire de *Juristat*, communiquez avec les Services d'information à la clientèle au (613) 951-9023 ou en composant sans frais le 1 800 387-2231, Centre canadien de la statistique juridique. ■

Acier en formes primaires

Semaine se terminant le 17 avril 1999 (données provisoires)

La production d'acier en formes primaires pour la semaine se terminant le 17 avril 1999 a atteint 268 863 tonnes, en baisse de 10,6 % par rapport aux 300 710 tonnes produites la semaine précédente et de 17,1 % comparativement aux 324 431 tonnes produites la semaine correspondante de l'année précédente. Le total cumulatif au 17 avril 1999 est de 4 578 885 tonnes, en baisse de 5,3 % comparativement aux 4 837 115 tonnes produites au cours de la même période en 1998.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité

des données, communiquez avec Andy Shinnan au (613) 951-3515 (*shinand@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Contreplaqués de construction

Février 1999

Les usines ont produit 151 104 mètres cubes de contreplaqués de construction en février 1999, en baisse de 2,8 % par rapport aux 155 411 mètres cubes produits en février 1998.

De janvier à février 1999, la production s'est chiffrée à 299 829 mètres cubes, en baisse de 1,5 % comparativement aux 304 328 mètres cubes produits durant la même période en 1998.

Données stockées dans CANSIM: matrice 122, niveau 1.

Le numéro de février 1999 de *Contreplaqués de construction* (35-001-XIB, 5 \$ / 47 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (*simales@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois

Février 1999

En février 1999, les arrivages de bois à pâte ont atteint 4 449 268 mètres cubes, en baisse de 3,4 % par rapport aux 4 606 684 mètres cubes de février 1998. Les arrivages de déchets de bois ont augmenté de 14,7 %, passant de 5 756 248 mètres cubes en février 1998 à 6 601 096 mètres cubes en février 1999. La consommation de bois à pâte et de déchets de bois a totalisé 9 062 701 mètres cubes, en hausse de 9,9 % comparativement aux 8 246 121 mètres cubes de février de l'année dernière.

Les stocks de fermeture pour le bois à pâte et les déchets de bois ont enregistré une augmentation de 6,1 % pour totaliser 15 713 904 mètres cubes en regard de 14 816 661 mètres cubes en février 1998. Le total cumulatif pour la consommation de bois à pâte et de déchets de bois affiche une augmentation de 9,9 %, passant de 17 248 846 mètres cubes en 1998 à 18 962 740 mètres cubes en 1999.

Données stockées dans CANSIM: matrice 54.

Le numéro de février 1999 de *Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois* (25-001-XIB, 6 \$ / 55 \$) est maintenant en vente. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Gilles Simard au (613) 951-3516 (*simales@statcan.ca*), Division de la fabrication, de la construction et de l'énergie. ■

Statistiques sur l'activité aéroportuaire

Premier trimestre de 1998 (données provisoires)

Les données sur les statistiques de l'activité aéroportuaire pour le premier trimestre de 1998 sont maintenant disponibles.

Le numéro d'avril du *Bulletin de service du Centre des statistiques de l'aviation* (51-004-XIB, 8 \$ / 82 \$) paraîtra sous peu. Voir *Pour commander les publications*.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Andrea Mathieson au (613) 951-8699, Centre des statistiques de l'aviation, Division des transports. ■

Services scientifiques et techniques

1996

Les données pour 1996 sur les services scientifiques et techniques sont maintenant disponibles. Celles-ci comprennent les recettes totales, la répartition des recettes selon le domaine de spécialisation et la catégorie de clients ainsi que la répartition des dépenses selon la catégorie.

Données stockées dans CANSIM: matrices 41 et 42.

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Diane Lake au (613) 951-3489 (*Lakedia@statcan.ca*), Division des Services. ■

Dépenses et recettes des conseils scolaires

1996

En 1996, les dépenses des conseils scolaires au Canada ont régressé de 0,1 %; c'est la première

fois qu'une diminution est signalée. Par comparaison, l'Indice des prix à la consommation s'est accru de 1,6 % en 1996. Si les dépenses des conseils scolaires ont augmenté dans les provinces de l'Ouest (+3,2 %), les compressions budgétaires en Ontario, au Québec et dans la région de l'Atlantique ont empêché toute augmentation pour l'ensemble du Canada en 1996. La baisse de 1996 est survenue après une augmentation de 0,3 % des dépenses des conseils scolaires en 1995, la plus faible en plus de 50 ans.

Les 31,0 milliards de dollars de dépenses des conseils scolaires en 1996 représentaient 3,8 % du produit intérieur brut. Cela s'inscrit dans la tendance à la baisse qui s'est amorcée après 1992, c'est-à-dire après le sommet de 4,3 % qu'avaient alors atteint les dépenses des conseils scolaires. De 1991 à 1996, le coût annuel par étudiant a diminué de 5 %, passant de 7 200 \$ à 6 840 \$, en dollars constants de 1996.

Les dépenses des conseils scolaires représentaient environ 85 % de l'ensemble des dépenses pour l'enseignement primaire et secondaire. Les autres catégories de dépenses en enseignement primaire et secondaire comprenaient celles des écoles privées, des écoles fédérales, des écoles spéciales et des dépenses des ministères de l'éducation. Les dépenses des conseils scolaires représentaient 53 % de l'ensemble des dépenses en éducation, y compris celles en enseignement postsecondaire et en formation professionnelle. Les conseils scolaires employaient plus de 75 % de l'ensemble des éducateurs à temps plein (encore une fois, à tous les niveaux

d'enseignement) et avaient 80 % des effectifs scolaires à temps plein. Environ 96 % des recettes des conseils scolaires venaient des administrations provinciales et des impôts locaux.

Nota: Les dépenses des conseils scolaires comprennent les dépenses de fonctionnement et les dépenses en immobilisations. Les postes de dépenses de fonctionnement comprennent les traitements, les avantages sociaux, les fournitures et services, les honoraires et services contractuels et les autres dépenses de fonctionnement. Les dépenses peuvent aussi être ventilées plus finement par fonction (par exemple, enseignement, administration, transport, entretien).

Des données pour la période allant de 1900 à 1996 sur les recettes et les dépenses des conseils scolaires sont maintenant disponibles.

Données stockées dans CANSIM: tableaux 00590301, 00590302 et 00590303.

Pour toute demande ou extraction de données de CANSIM, communiquez avec Sharon Gibbs au (613) 951-1503 (*Sharon-Anne.Gibbs@a.statcan.ca*).

Pour plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, communiquez avec Claudio Pagliarello au (613) 951-1508 (*Claudio.Pagliarello@a.statcan.ca*), Centre de la statistique de l'éducation.

Dépenses totales des conseils scolaires

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Québec	Ontario	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Yukon	T. N.-O.	Canada
	en millions de \$												
1992	580,5	120,2	790,7	578,0	6 604,7	13 237,4	1 135,6	932,7	2 770,9	3 207,0	66,8	137,9	30 162,4
1993	562,8	123,1	770,8	589,9	6 728,3	13 142,4	1 162,2	926,2	2 884,8	3 360,6	60,8	148,3	30 460,2
1994	537,4	120,5	756,5	590,2	6 750,2	13 459,8	1 184,6	929,9	2 848,9	3 561,5	59,8	159,6	30 958,9
1995	533,3	112,8	734,5	580,6	6 758,2	13 506,8	1 193,0	937,5	2 782,4	3 695,3	64,0	164,9	31 063,3
1996	544,7 ^P	109,0	724,2	573,2	6 699,8	13 277,3	1 193,4	947,0	2 872,8	3 867,1	62,0	161,3	31 031,8

^P Donnée provisoire.

NOUVELLES PARUTIONS

L'Observateur économique canadien, avril 1999

Numéro au catalogue: 11-010-XPB

(Canada: 23\$/227\$; à l'extérieur du Canada: 23\$US/227\$US).

Statistiques de bois à pâte et de déchets de bois, février 1999

Numéro au catalogue: 25-001-XIB

(Canada: 6\$/55\$; à l'extérieur du Canada: 6\$US/55\$US).

Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, février 1999

Numéro au catalogue: 31-001-XPB

(Canada: 20\$/196\$; à l'extérieur du Canada: 20\$US/196\$US).

Contreplaqués de construction, février 1999

Numéro au catalogue: 35-001-XIB

(Canada: 5\$/47\$; à l'extérieur du Canada: 5\$US/47\$US).

Commerce de gros, février 1999

Numéro au catalogue: 63-008-XIB

(Canada: 14\$/140\$; à l'extérieur du Canada: 14\$US/140\$US).

Touriscope, voyages internationaux, renseignements préliminaires, vol.15, n° 2

Numéro au catalogue: 66-001-PPB

(Canada: 8\$/73\$; à l'extérieur du Canada: 8\$US/73\$US).

Juristat - Femmes détenues, détenus autochtones et détenus condamnés à perpétuité: un profil instantané d'une journée, vol. 19, n° 5

Numéro au catalogue: 85-002-XIF

(Canada: 8\$/70\$; à l'extérieur du Canada: 8\$US/70\$US).

Juristat - Femmes détenues, détenus autochtones et détenus condamnés à perpétuité : un profil instantané d'une journée, vol. 19 no 5 au cat.

Numéro au catalogue: 85-002-XPB

(Canada: 10\$/93\$; à l'extérieur du Canada: 10\$US/93\$US).

Les prix n'incluent pas les taxes de vente.

Les numéros au catalogue se terminant par: -XIB ou -XIF représentent la version électronique en vente sur Internet, -XMB ou -XMF la version microfiche et -XPB ou -XPF, la version papier.

Pour commander les publications

Simplifiez vos recherches en feuilletant le *Catalogue de Statistique Canada* (11-204-XPB, Canada 16\$; à l'extérieur du Canada: 16\$US). L'index des mots-clés vous aidera à trouver des données statistiques sur l'activité économique et sociale.

Pour commander les publications par téléphone:

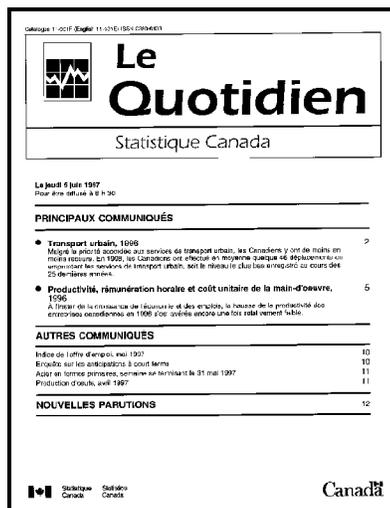
Ayez en main: • Titre • Numéro au catalogue • Numéro de volume • Numéro de l'édition • Numéro de VISA ou de MasterCard.

Au Canada et aux États-Unis, composez:	1 800 267-6677
Pour les autres pays, composez:	1 613 951-7277
Pour envoyer votre commande par télécopieur:	1 800 889-9734
Pour un changement d'adresse ou pour connaître l'état de votre compte:	1 800 700-1033

Pour commander par la poste, écrivez à: Gestion de la circulation, Division des opérations et de l'intégration, Statistique Canada, Ottawa, K1A 0T6. Veuillez inclure un chèque ou un mandat-poste à l'ordre du **Receveur général du Canada/Publications**. Au Canada, ajoutez 7 % de TPS et la TVP en vigueur.

Pour commander par Internet: écrivez à order@statcan.ca ou téléchargez la version électronique en vous rendant au site Web de Statistique Canada (www.statcan.ca), sous les rubriques *Produits et services*, *Publications téléchargeables*.

Les agents libraires agréés et autres librairies vendent aussi les publications de Statistique Canada.



Bulletin officiel de diffusion des données de Statistique Canada

Numéro au catalogue 11-001F.

Publié tous les jours ouvrables par la Division des communications, Statistique Canada, Immeuble R.-H.-Coats, 10^e étage, section G, Ottawa, K1A 0T6.

Pour consulter *Le Quotidien* sur Internet, visitez notre site à l'adresse <http://www.statcan.ca>. Pour le recevoir par courrier électronique tous les matins, envoyez un message à lstproc@statcan.ca. Laissez en blanc la ligne de l'objet. Dans le corps du message, tapez: subscribe quotidien prénom et nom.

Rédactrice: Sandra Duchesne (613) 951-1187, duchsan@statcan.ca
 Chef de la Diffusion officielle: Chantal Prévost (613) 951-1088, prevcha@statcan.ca

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada. © Ministre de l'Industrie, 1999. Il est permis de citer la présente publication dans les journaux et les magazines ainsi qu'à la radio et à la télévision à condition d'en indiquer la source: Statistique Canada. Toute autre forme de reproduction est permise sous réserve de mention de la source, comme suit, dans chaque exemplaire: Statistique Canada, *Le Quotidien*, numéro 11-001F au catalogue, date et numéros de page.